

Résolution adoptée à la deuxième conférence internationale pour les États-Unis socialistes d'Europe (Paris, 21-22 juin 1947)

Légende: Lors de la deuxième conférence internationale pour les États-Unis socialistes d'Europe qui a lieu à Montrouge (Paris) les 21 et 22 juin 1947, des responsables de partis socialistes, des syndicalistes, des pacifistes, des co-opératistes, des anciens déportés et des intellectuels de quatorze pays européens adoptent une résolution qui définit les buts et les enjeux d'une Europe socialiste unifiée.

Source: Unir ou Périr - Rapport de la Conférence internationale, Paris (Juin 21&22, 1947), Rapport de la deuxième conférence internationale pour les États-Unis socialistes d'Europe (Paris, 21 et 22 juin 1947). London-Paris: International Committee of Study and Action for the United Socialist States of Europe, 1947. 143 p.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/resolution_adoptee_a_la_deuxieme_conference_internationale_pour_les_etats_unis_socialistes_d_europe_paris_21_22_juin_1947-fr-12427bf2-3afd-4489-be4a-14269b24910f.html

Date de dernière mise à jour: 06/09/2012

Résolution adoptée à la deuxième conférence internationale pour les États-Unis socialistes d'Europe (Paris, 21-22 juin 1947)

La Conférence pour les États Unis Socialistes d'Europe, consciente que les objectifs qu'elle se propose ne constituent que l'indispensable et première étape vers les États Unis Socialistes du Monde, adresse son salut fraternel aux travailleurs du monde entier particulièrement des U.S.A., de l'U.R.S.S. et de l'Europe, et les convie à mener la lutte pour le renversement de toutes les forces d'oppression et de réaction.

Elle déclare

1. que l'Europe à moins de vouloir consacrer sa propre division, n'est pas concevable sans la totalité des peuples qui constituent sa communauté historique. En conséquence, elle inclut les territoires européens placés sous influence soviétique, et qui formeront l'indispensable trait d'union avec l'U.R.S.S.

Dans une première étape, et compte tenu des circonstances actuelles, ce pays mi-européen, mi-asiatique ne peut être inséré dans le cadre que devrait se fixer l'Europe socialiste et démocratique de demain.

2. que le transfert des souverainetés nationales à un organisme fédéral s'impose pour mettre fin au chaos politique et économique de l'Europe. Elle en appelle aux socialistes, aux syndicalistes, aux fédéralistes, aux travailleurs et d'une façon plus générale aux peuples qui veulent le renouvellement des structures politiques économiques et sociales pour lutter ensemble et par tous les moyens contre le principe anachronique des souverainetés nationales, générateur de haine, de misère et de guerre.

3. son opposition résolue à toute forme d'Etatisme totalitaire. Aux étatisations bureaucratiques donc oppressives, elle oppose les socialisations à base démocratique remettant entre les mains des travailleurs manuels, techniques et intellectuels les clefs de l'économie.

4. que l'offre fait par le Général Marshall d'aide à l'Europe correspond pour celle-ci à un besoin vital mais ne constituera un facteur de paix que si elle n'est accompagnée d'aucune forme, avouée ou non, d'assujettissement politique et économique.

Le plan de relèvement de l'Europe ne peut être conçu et réalisé que par les Européens eux-mêmes liés sur une base internationale avec la masse des travailleurs qui constitue l'élément moteur de cette reconstruction.

5. que l'Europe socialiste donc pacifique, qui ne manifesterà à personne son hostilité, ne saurait servir d'instrument à une politique d'hégémonie d'où qu'elle vienne. Devant les dangers croissants, elle en appelle aux peuples de l'Europe pour prendre conscience de leur communauté de destin et de leur unité nécessaire afin d'apporter à leurs problèmes actuels les solutions urgentes qui s'imposent et que résumant les deux mots: Socialisme et Fédéralisme.

6. qu'il est une nécessité vitale pour les peuples d'Outre-Mer comme pour les peuples européens d'établir entre eux les liens d'une collaboration étroite et confiante étant désormais exclue toute forme ouverte ou déguisée de colonisation et d'impérialisme. Les peuples d'Outre-Mer ont le droit d'accéder à leur indépendance et de déterminer le degré de leur coopération avec une Europe devenue socialiste.

Sur la base des considérations précédentes la Conférence donne mandat au Comité International qui sera désigné à l'issue de ses travaux pour

a) former un Comité économique que envisagera la réponse à donner aux propositions *Marshall* dans la ligne générale d'une organisation socialiste de l'Europe;

b) inscrire à l'ordre du jour de la prochaine conférence le problème des peuples de l'Est européen et des peuples d'Outre-Mer et d'inviter leurs représentants qualifiés à se joindre à leurs travaux;

c) d'entrer en relation avec les organisations internationales qui poursuivent un but semblable aux leurs afin

d'arrêter, dans le cadre des résolutions adoptées, les modalités les plus efficaces de travail et d'action en commun.

La séance est levée à 13 h.